

Communiqué de presse

Paris, le 28 novembre 2007

S'engager pour sa santé : Pourquoi ? Comment ? Une charte de recommandations de citoyens

Dans le cadre de la conférence de citoyens « S'engager pour sa santé : Pourquoi ? Comment ? », une vingtaine de citoyens, formés pendant six jours par des experts indépendants - économistes, professionnels de santé, élus et responsables associatifs - ont débattu sur les thèmes comme l'information, la prévention, l'automédication, la responsabilité personnelle et le financement de la sécurité sociale.

A l'issue de ces débats, les citoyens ont dressé un constat réaliste de notre système de santé dont ils défendent les principes de solidarité et d'équité. Ils sont conscients de leurs comportements et de leur responsabilité pour que ce système se maintienne dans son efficacité, tant en matière de qualité des soins que d'accès aux soins pour tous. Néanmoins, ils tiennent à leur liberté et ne veulent pas d'un système coercitif.

Leur charte de recommandations se présente comme une « déclaration des droits et des devoirs des citoyens » en matière de santé, déclinés dans deux domaines principaux : la prévention et la consommation de soins.



La santé est l'objet d'une confrontation permanente entre intérêt privé et intérêts collectifs. Sommes-nous prêts à nous impliquer ? Comment peut-on modifier nos comportements ? Autant de questions cruciales dans un contexte de menace de notre système de santé. Comment les Français voient-ils le partage des responsabilités, les devoirs envers soi-même et envers la société et les droits de chacun ?

Un constat réaliste de notre système de santé

- Les citoyens reconnaissent **l'efficacité** de notre système de santé, qui assure la qualité des soins, notamment en cas de maladie lourde ou longue avec un niveau de remboursement élevé, ainsi que l'accès aux soins pour tous. Ils sont attachés aux principes de **solidarité et d'équité** du système de santé.
- Les citoyens réclament de manière constante toujours plus d'**information** car ils connaissent mal l'ensemble du système. Ils ne le connaissent souvent que sous ses aspects financiers (cotisations et remboursements).
- **De plus en plus « responsables »** dans leurs comportements individuels pour leur propre santé, les citoyens ne voient pas toujours les conséquences collectives de leur comportement sur le système de santé.

Favorables à la prévention à condition qu'elle ne soit pas contraignante

- Les citoyens sont favorables à la prévention sous toutes ses formes, le **médecin** traitant restant l'**interlocuteur** privilégié en la matière. Dépistage et vaccination doivent cependant restés soumis à l'approbation de chacun. Ils **adhèrent aux campagnes de dépistage**, telle que celle sur le cancer du sein et en souhaitent davantage sur d'autres pathologies. Pour les enfants, ils estiment que c'est avant tout aux parents que revient l'éducation à l'hygiène de vie même si l'école y participe.
- Un consensus existe sur la nécessité de l'éducation, de l'information, d'un suivi médical, de la détection précoce des maladies. Attachés aux principes de solidarité et de liberté, ils sont **opposés à toute contrainte sur les personnes ayant des conduites à risques** (tabac, alcool, drogues...), qui doivent être prises en charge au même titre que les autres. Lucides, ils ont bien intégré l'importance de l'information et de l'éducation mais aussi ses limites pour faire évoluer les comportements, surtout lorsqu'il s'agit de comportements à risques.

Pour une consommation de soins autorégulée par le médecin et le citoyen lui-même

- Les citoyens réaffirment leur attachement au principe de **l'accès aux soins pour tous**. Ils demandent une répartition suffisante du nombre de médecins et de pharmaciens sur notre territoire. Attentifs à la **qualité des soins**, ils demandent la publication d'une « liste noire » des hôpitaux dangereux.
- **Très consensuels sur les droits des patients**, ils demandent l'accès au dossier médical, la confidentialité, l'information de la personne sur sa pathologie, son traitement, les risques encourus et une vraie lisibilité des notices, d'autant plus que l'automédication est amenée à se développer. Perçues comme un contre-pouvoir, les associations de patients doivent être mieux représentées auprès des autorités publiques de santé.
- Les citoyens sont très **favorables à l'automédication**, à condition qu'elle soit encadrée. Ils veulent aussi la création d'un dossier pharmaceutique personnel.
- **Responsables**, ils sont prêts à **autoréguler** leur consommation de soins, à informer et à sensibiliser leur entourage et à respecter les prescriptions du médecin.

Au nom du principe de solidarité, les citoyens n'ont pas trouvé d'accord sur deux points :

- la mise en place d'un système de bonus ou de primes récompensant les bonnes pratiques des assurés
- l'obligation de cotisations pour tous.

Au travers de cette charte de recommandations, les citoyens ont montré leur attachement aux principes fondamentaux du système de santé français basé sur la solidarité et l'équité. Ils sont prêts à s'engager individuellement mais souhaitent garder leur liberté en évitant toute mesure coercitive.

Services de presse

Capital Image
Stéphanie Chevrel
45, rue de Courcelles
75008 Paris
Tél : 01 45 63 19 00 - Fax : 01 45 63 19 20
infopresse@capitalimage.net
www.capitalimage.net

Laboratoire GlaxoSmithKline
Florence Paris & Noémie Leclair
100, route de Versailles
78163 Marly le Roi Cedex
Tél : 01 39 17 90 85 - Fax : 01 39 17 86 56
florence.f.paris@gsk.com
noemie.n.leclair@gsk.com
www.gsk.fr